

Rapport mensuel / 30.1.2026

Vontobel Fund – Emerging Markets Debt

Document de marketing pour les investisseurs institutionnels en: AT, CH, DE, DK, ES, FI, FR, GB, IE, IT, LI, LU, NL, NO, PT, SE.

L'attention des investisseurs en France est attirée sur le fait que ce fonds présente, au regard des attentes de l'Autorité des marchés financiers, une communication disproportionnée sur la prise en compte des extra-financiers dans sa gestion.

Évolution du marché

Le mois de janvier a été riche en événements, à commencer par la capture du président vénézuélien Nicolás Maduro et l'instauration de la doctrine Monroe version Donald Trump, baptisée la « doctrine Donroe ». Le président Maduro a été remplacé par la vice-présidente Delcy Rodriguez, qui a coopéré avec les États-Unis, notamment en libérant des prisonniers politiques et en adoptant une nouvelle loi concernant les hydrocarbures favorable aux investissements étrangers. Faute d'avoir obtenu le prix Nobel de la paix, Donald Trump a proféré des menaces contre le Groenland, ce qui a affaibli le dollar américain. L'indice du billet vert (DXY) a reculé de 1,4 % en janvier, mais il a légèrement rebondi début février, après la nomination à la tête de la Réserve fédérale américaine (Fed) de Kevin Warsh, une personnalité plus « hawkish » que bon nombre d'observateurs ne l'escomptaient. Le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans a progressé de 7 points de base (pb), tandis que ceux des Bunds allemands sont demeurés stables.

Les actions mondiales (MSCI World) ont gagné 2,2 % en janvier, malgré un regain de volatilité. Les actions des marchés émergents (MSCI EM) se sont appréciées de 8,8 %, tandis que le S&P 500 a fait moins bien avec un gain de seulement 1,4 %. Les matières premières ont été volatiles : les métaux précieux ont enregistré la plus forte hausse durant le mois, mais ils ont subi une forte correction après la nomination de Kevin Warsh, soulevant des interrogations sur une fuite excessive vers les actifs réels. Le cours du pétrole a bondi, les contrats à terme sur le Brent clôturant à plus de 70 USD le baril, soit 16,2 % de hausse sur le mois. Un rallye en partie imputable à la fermeture temporaire du gisement pétrolier de Tengiz, au Kazakhstan, qui a éliminé près d'un million de barils par jour (environ 0,9 % de la production mondiale). Les manifestations en Iran et les menaces d'intervention militaire de Donald Trump ont probablement pesé plus encore, sachant que les cours de l'or noir ont nettement reculé début février lorsque le président américain a reporté une éventuelle attaque.

Plusieurs émetteurs liés au pétrole ont profité des conditions de marché favorables durant le mois, notamment des émetteurs souverains. L'Équateur a ainsi lancé une transac-

tion de 4 milliards USD, largement sursouscrite, et le Cameroun a émis un placement privé. La compagnie pétrolière publique angolaise Sonangol a réalisé sa toute première émission avec une obligation de 500 millions USD. Du côté des entreprises, Kosmos (Ghana) a racheté ses obligations à échéance 2026, procédé à l'adjudication partielle de titres à échéance 2027 et émis un billet garanti pour 2031. Azule Energy (Angola) a émis une obligation en deux tranches d'un montant record de 1,5 milliard USD qui a suscité une forte demande. Vers la fin du mois, Gran Tierra Energy (Colombie) a lancé une offre d'échange coercitive pour ses obligations à échéance 2029, dont elle a prolongé l'échéance jusqu'en 2031.

Dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine, aucun accord de paix ne se dessine malgré les négociations tripartites en cours à Abou Dabi, à l'initiative des États-Unis. En dépit du conflit, le producteur ukrainien de volaille MHP a émis une nouvelle obligation qui a été sursouscrite et qui s'est bien comportée sur le marché secondaire, affichant une progression de trois points à la fin du mois.

Les indices obligataires des marchés émergents se sont bien comportés sur le mois.

Les obligations souveraines en monnaies fortes (EMBIG Diversified) ont grimpé de 0,7 %. Une performance entièrement imputable à la progression de 1,5 % des obligations à haut rendement (HY), tandis que leurs homologues investment grade (IG) ont reculé de 0,1 % face à l'augmentation des rendements des bons du Trésor américain.

L'Amérique latine a enregistré les gains mensuels les plus élevés (+1,6 %), en grande partie tirés par les obligations en défaut vénézuéliennes, qui ont bondi de 29,8 % après l'arrestation du président Maduro. Les prix actuels des obligations reflètent toutefois l'optimisme du marché quant au calendrier d'une restructuration et aux valeurs de recouvrement. Une restructuration nous semble peu probable à court terme et les futurs flux de trésorerie pétroliers devraient être escomptés à un rendement de sortie élevé (que nous situons à 12 %). L'Argentine (+3,9 %) et l'Équateur (+3,7 %) se sont classés en cinquième et sixième position des performances des emprunts d'État. L'Argentine a réalisé une opération de mise en pension (repo) de 3 milliards USD auprès de banques in-

ternationales pour contribuer au remboursement de 4,3 milliards USD d'amortissements d'eurobonds arrivant à échéance en janvier. L'Équateur a émis 4 milliards USD d'eurobonds, sa première émission depuis 2019 et la perte de son accès au marché, suivie d'une restructuration de sa dette en 2020. Les trois quarts de l'émission ont permis de racheter la plupart des obligations à échéance 2030 et une partie des obligations à échéance 2035, réduisant les besoins bruts de financement pour 2026–2030. La forte demande des obligations équatoriennes pourrait inciter l'Argentine à émettre un montant encore plus important cette année, même si le ministre des Finances Luis Caputo a indiqué ne pas avoir l'intention de faire appel aux marchés internationaux, sachant qu'il existe des sources de financement externe moins onéreuses.

Les obligations en défaut libanaises (+25,7 %) se sont classées au deuxième rang en termes de performance des obligations souveraines. Les manifestations en Iran et la posture militaire plus agressive des États-Unis pourraient affaiblir l'influence du Hezbollah sur le gouvernement et peut-être accélérer des réformes conduisant à une restructuration de la dette. Les obligations du Sri Lanka (+7 %) se sont également bien comportées en janvier. Une mission du Fonds monétaire international (FMI) à Colombo a confirmé l'engagement des autorités à viabiliser les finances publiques et l'endettement. Malgré une hausse ponctuelle du déficit budgétaire attendue en 2026, afin de financer la reconstruction après les ravages causés par le cyclone Ditwah l'an dernier, le FMI pourrait tolérer une certaine flexibilité dans son programme.

L'Afrique (0,0 %) a sous-performé les autres régions, mais deux pays auxquels nous sommes surexposés se sont classés dans le top 10. Les obligations gabonaises ont bondi de 9,7 %, le pays ayant annoncé son intention de négocier un nouveau programme avec le FMI lors de la mission prévue ce mois-ci. Le Gabon négocie également un prêt de 500 millions USD auprès de la Banque mondiale. Les réserves de change (FX) de l'union monétaire de la CEMAC, qui regroupe le Gabon, le Cameroun (+1,1 %) et la République du Congo (+4,8 %), se sont fortement redressées, sans doute à la faveur de l'émission d'eurobonds réalisée par la République du Congo en novembre dernier et du placement privé en eurobonds du Cameroun en janvier. Ce rétablissement devrait améliorer la capacité du Gabon à rembourser sa dette extérieure, les réserves étant mises en commun au sein de l'union. Au Mozambique (+2,1 %), TotalEnergies a invoqué la force majeure pour stopper la construction de son projet de gaz naturel liquéfié (GNL) de 20 milliards USD après près de cinq ans de retards dus à l'activité terroriste et aux problèmes de sécurité dans la province de Cabo Delgado.

Les obligations en défaut éthiopiennes (-1,5 %) ont été les emprunts d'État les moins performants en janvier. Le comité des créanciers officiels a rejeté les termes d'une restructuration convenus par le pays et un comité de détenteurs d'obligations ad hoc au motif qu'elle ne respecte pas le principe d'équivalence de traitement. Le comité a par conséquent décidé d'intenter une action devant les tribunaux britanniques. Au Moyen-Orient, l'Égypte (-1,2 %) et le Bahreïn (-1,2 %) ont également sous-performé, sans doute à cause des menaces d'intervention militaire brandies par les États-Unis à l'encontre de l'Iran. Plusieurs obligations souveraines IG à durée longue ont par ailleurs sous-performé du fait de la hausse des rendements des bons du Trésor américain.

En janvier, la note de quatre pays a été rehaussée et aucun n'a été déclassé. Moody's a relevé la note du Kenya à B3, invoquant un faible risque de défaillance à court terme. Les réserves de change kenyanes sont proches de leur sommet historique grâce à un faible déficit courant dû à la robustesse du tourisme, des transferts de fonds et des exportations de marchandises, malgré la dégradation des comptes budgétaires. Le pays négocie également un nouveau programme du FMI. Moody's a porté la note de l'Équateur à Caa1 après l'émission de 4 milliards USD d'obligations. Fitch a rehaussé la note de la Bolivie à CCC à la faveur d'un recul des risques de restructuration dû à l'assouplissement des contraintes politiques, à de nouveaux financements multilatéraux et à la suppression des aides au carburant. Enfin, S&P a relevé la note de l'Ukraine de « défaut sélectif » à CCC+ après la restructuration de ses bons de souscription liés au PIB.

L'institution supranationale Afreximbank a été rétrogradée en catégorie spéculative par Fitch avant qu'elle ne mette un terme à ses relations avec l'agence de notation. Un abaissement consécutif à l'accord de l'Afreximbank d'alléger la dette du Ghana, conformément à l'avis des créanciers officiels, qui confirme par ailleurs son absence de statut de créancier senior.

Revue du portefeuille

Le risque de crédit moyen du portefeuille a légèrement baissé mais est resté à BB+, soit désormais la même note que son indice de référence. D'un point de vue géographique, nous avons renforcé notre surexposition à l'Afrique et notre sous-pondération du Moyen-Orient, tout en amplifiant notre sous-exposition à l'Amérique latine et à l'Asie et en réduisant légèrement notre sous-pondération de l'Europe. En Afrique, nous avons tactiquement ajouté des obligations du Ghana, de la Zambie, du Sénégal et du Bénin, tout en prenant des bénéfices au Cameroun après sa solide performance. Au Moyen-Orient, nous avons renforcé notre exposition au Liban début janvier, prévoyant que les États-Unis durciront leur politique étrangère dans la région et que la contagion positive du Venezuela stimulera les valorisations. Du côté de la dette IG, nous avons accru notre exposition aux titres quasi-souverains aux Émirats arabes unis et aux obligations souveraines du Koweït. En Europe, nous avons réduit notre pondération des obligations d'entreprises et quasi-souveraines du Kazakhstan et allégé notre surexposition à la Bulgarie. Nous sommes aussi passés d'une position neutre à sous-pondérée en Roumanie après la bonne performance enregistrée par le pays, et nous avons vendu nos positions au Kirghizistan. En Asie, nous avons clôturé notre position au Pakistan. En Amérique latine, nous avons apporté des obligations à échéance 2030 équatoriennes, tout en augmentant tactiquement les obligations à échéance 2035, dans l'espoir que la courbe poursuive sa pentification après la réussite de l'émission et de la gestion de la dette. En ce qui concerne les opérations sur la courbe, nous avons opté pour des obligations à échéance plus longue en Arabie saoudite, dans Pemex et en Afrique du Sud, du fait de la pentification des courbes, mais nous sommes passés à des durées plus courtes en Angola et en Colombie. Nous avons également échangé les obligations A ukrainiennes (conventionnelles) contre des obligations C (nouvelles émissions défensives plus contraignantes).

Analyse de la performance

Le fonds a légèrement surperformé son indice de référence, de 0,53 %, en janvier (net, classe d'actions I). L'allocation par pays et la sélection de titres ont toutes deux stimulé la performance, tandis que notre légère surpondération en termes de duration l'a quelque peu freinée. Nos allocations en Afrique ont signé les meilleures contributions, notamment notre surexposition au Gabon où les spreads se sont largement resserrés à l'annonce que le pays entendait négocier un programme du FMI. Nos surpondérations de la République du Congo et du Cameroun ont également été porteuses, tout comme notre sélection d'obligations en Côte d'Ivoire (principalement libellées en euros) et au Ghana (Kosmos Energy). Nos positions sous-pondérées en Égypte et au Bahreïn ont également eu un effet positif, ces deux pays ayant vu leurs spreads se creuser du fait des menaces américaines contre l'Iran. En Amérique latine, le fonds a enregistré une solide performance relative grâce à nos surexpositions en Colombie, en Argentine et au Brésil et à notre sélection d'obligations dans ces trois pays. Notre surpondération et notre sélection d'obligations d'entreprises en Turquie ont également été des facteurs positifs. Du côté négatif, les deux principaux freins à la performance relative ont été notre absence d'exposition au Venezuela et notre sous-pondération du Liban.

Perspectives

Nous restons constructifs à l'égard des obligations des marchés émergents sachant que nos perspectives concernant les actifs risqués dans leur ensemble sont positives. Un dollar américain plus faible tend à soutenir les actifs des marchés émergents, notamment les obligations en monnaie locale, profitant directement des effets favorables de valorisation des devises et de l'impact désinflationniste de la vigueur des monnaies émergentes. Cette dynamique devrait générer de nouveaux gains en capital. La dette extérieure profite par ailleurs de la faiblesse du dollar, qui améliore son accessibilité économique et renforce la confiance des investisseurs. Les politiques budgétaires accommodantes de plusieurs grandes économies pourraient également soutenir l'économie des pays émergents et les actifs risqués en général. Aux États-Unis, le président Trump devrait se concentrer sur l'accessibilité et s'efforcer de maintenir l'économie aussi vigoureuse que possible avant les élections de mi-mandat. Au Japon, les mesures de relance budgétaire sont au cœur du programme de la nouvelle Première ministre, tandis qu'en Europe, les dépenses publiques augmenteront pour renforcer la

défense. Enfin, la Chine devrait elle aussi dépenser plus pour atteindre ses objectifs de croissance et rompre avec un modèle basé sur les exportations, au profit d'un modèle plus durable reposant sur la consommation.

Nous pensons que les opérations de diversification restent intactes, malgré la nomination de Kevin Warsh à la présidence de la Fed. L'aspect le plus spéculatif de la fuite vers les actifs réels (à savoir les craintes d'une inflation américaine plus forte qui se prolonge et d'une forte dépréciation du dollar) a peut-être été remis en question, comme le montre la correction des cours de l'or et de l'argent. Toutefois, les politiques étrangère et commerciale américaines sont récemment devenues plus incertaines, amplifiant l'érosion de la confiance des partenaires étrangers et des entreprises mondiales.

Nous considérons qu'il existe des risques d'une nouvelle pentification de la courbe des rendements des bons du Trésor américain, induite par les mesures de relance budgétaire instaurées dans plusieurs pays développés. Nous pensons que cet environnement place les obligations d'entreprises des marchés émergents dans une position avantageuse, car elles sont moins sensibles aux taux d'intérêt. Foncièrement, les obligations d'entreprises des marchés émergents semblent bien positionnées, d'autant que la qualité des émetteurs souverains s'est nettement améliorée, à en croire la constance avec laquelle les notes des obligations souveraines sont rehaussées.

Nous estimons que les flux vers les obligations émergentes se poursuivront en 2026. Cette classe d'actif a connu trois années consécutives de décollecte, de 2022 à 2024, ce qui suggère que les investisseurs mondiaux y sont encore sous-exposés. Au vu de notre perspective positive décrite plus haut, cela devrait selon nous permettre la poursuite des afflux de capitaux. Par ailleurs, parallèlement à l'augmentation de la demande, l'offre pourrait se raréfier, notamment du côté des émetteurs souverains. Les besoins de financement extérieur devraient globalement diminuer, les opérations proactives de gestion de la dette menées ces douze derniers mois ayant réduit les amortissements à court terme. Une tendance à laquelle contribue aussi la baisse des déficits budgétaires dans la plupart des pays classés en catégorie haut rendement, dont beaucoup ont appliqué des mesures d'austérité plusieurs années durant sous l'égide des programmes du FMI. Nous pensons que ce solide contexte technique devrait soutenir les spreads, bien qu'ils soient déjà serrés comparativement aux niveaux historiques.

Caractéristiques du fonds

Nom du fonds	Vontobel Fund – Emerging Markets Debt
ISIN	LU0926439729
Catégorie de parts	I USD
Indice de référence	J.P. Morgan EMBI Global Diversified Index
Date de lancement	15.5.2013

Performance historique (rendements nets, en %)

Période	Fonds	Indice de réf.	Période	Fonds	Indice de réf.
MTD	1.2%	0.7%	2025	14.9%	14.3%
YTD	1.2%	0.7%	2024	13.8%	6.5%
1 an	14.5%	13.4%	2023	14.3%	11.1%
3 ans p.a.	12.8%	9.7%	2022	-19.9%	-17.8%
5 ans p.a.	4.2%	2.1%	2021	1.0%	-1.8%
10 ans p.a.	6.0%	4.5%	2020	1.4%	5.3%
ITD p.a.	4.6%	3.7%	2019	14.8%	15.0%
			2018	-6.5%	-4.3%
			2017	17.0%	10.3%
			2016	12.7%	10.2%

La performance historique ne saurait préjuger des résultats actuels ou futurs.

Les performances ne prennent pas en compte les commissions et les frais prélevés lors de l'émission ou du rachat des parts. Le rendement du fonds peut augmenter ou diminuer, par exemple en fonction des fluctuations monétaires. La valeur des devises d'investissement peut augmenter ou diminuer et il n'y a aucune garantie de remboursement de l'intégralité ou d'une partie du capital investi.

Risques d'investissement

- Les placements sur les marchés émergents encourent des risques de liquidité et opérationnels accrus, ces marchés étant souvent sous-développés et plus exposés aux risques politiques, juridiques, fiscaux et de contrôle des changes.
- Les obligations CoCo comportent des risques significatifs, notamment le risque d'annulation des versements de coupons, d'inversion de la structure du capital et de prolongation de leur échéance.
- Les produits dérivés s'accompagnent de risques d'évaluation et opérationnels et d'un effet de levier important, lequel amplifie les gains, mais aussi les pertes. Les produits dérivés de gré à gré encourent les risques de contrepartie correspondants.
- Les titres adossés à des actifs ou des créances hypothécaires (ABS/MBS) ainsi que leurs créances sous-jacentes sont souvent opaques. Le compartiment peut en outre être exposé à un risque de crédit et/ou de remboursement anticipé accru.
- Les titres en difficulté (distressed) comportent un risque de crédit et de liquidité importants ainsi qu'un risque juridique. Dans le pire des cas, ils peuvent entraîner la perte totale du capital investi.
- Les qualités de crédit faibles comportent un risque plus élevé que l'émetteur n'honore pas ses obligations. La valeur du placement peut baisser si la note de crédit de l'émetteur se dégrade.
- Les investissements du Compartiment peuvent être soumis à des risques de durabilité. Les risques de durabilité auxquels le Compartiment peut être soumis sont susceptibles d'avoir un impact limité sur la valeur de ses investissements sur le moyen à long terme dans la mesure où l'approche ESG du Compartiment joue un effet d'atténuation. La performance du Compartiment peut être affectée positivement ou négativement par sa stratégie en matière de durabilité. La capacité à atteindre les objectifs sociaux ou environnementaux peut être affectée par des données incomplètes ou inexactes provenant de fournisseurs tiers. Des informations sur la manière dont les objectifs sociaux et environnementaux sont atteints et dont les risques de durabilité sont gérés au sein de ce Compartiment sont disponibles sur le site vontobel.com/sfdr.

Remarques juridiques importantes

Ce document commercial a été produit par une ou plusieurs sociétés du Groupe Vontobel (collectivement «Vontobel») pour des clients institutionnels dans le(s) pay(s) suivant(s): AT, CH, DE, DK, ES, FI, FR, GB, IE, IT, LI, LU, NL, NO, PT, SE. Le présent document ne constitue pas une offre, une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente de parts du fonds Vontobel/des actions du fonds ou de tout autre instrument d'investissement en vue d'effectuer toute transaction ou de conclure tout acte juridique de quelque nature que ce soit, mais sert uniquement à des fins d'information. Les souscriptions aux parts de ce fonds de placement ne devraient être effectuées que sur la base du prospectus de vente («prospectus de vente»), des documents d'informations clés (DIC), de ses statuts corporatifs et du dernier rapport annuel et semestriel du fonds, ainsi que sur l'avis d'un

spécialiste indépendant en finances, droit, comptabilité et impôts. Ce document s'adresse uniquement à des «contreparties éligibles» ou à des «clients professionnels» tels que définis dans la directive 2014/65/CE (Directive concernant les marchés d'instruments financiers, «MiFID») ou par des réglementations similaires dans d'autres juridictions, ou à des clients professionnels tels que définis dans la loi fédérale suisse sur les placements collectifs de capitaux (LPCC).

Le fonds, la Société de gestion et le Gestionnaire d'investissement ne formulent aucune déclaration ou garantie, expresse ou implicite, quant à l'équité, la justesse, l'exactitude, le caractère raisonnable ou complet d'une évaluation de la recherche ESG et la bonne exécution de la stratégie ESG. Comme les investisseurs peuvent avoir des points de vue différents sur ce qui constitue un investissement durable, le fonds peut investir dans des émetteurs

qui ne reflètent pas les convictions et les valeurs d'un investisseur spécifique.

La performance historique ne saurait préjuger des résultats actuels ou futurs.

Les performances ne prennent pas en compte les commissions et les frais prélevés lors de l'émission ou du rachat des parts. Le rendement du fonds peut augmenter ou diminuer, par exemple en fonction des fluctuations monétaires. La valeur des devises d'investissement peut augmenter ou diminuer et il n'y a aucune garantie de remboursement de l'intégralité ou d'une partie du capital investi.

Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès des points de vente agréés et au siège du fonds: 49 Avenue J.F. Kennedy, L-1855 **Luxembourg**, auprès de Erste Bank der oesterreichischen Sparkassen AG, Am Belvedere 1, A-1100 Vienne, en tant qu'agent de service en **Autriche**, le représentant en **Suisse**: Vontobel Fonds Services AG, Gotthardstrasse 43, 8022 Zurich, en tant qu'agent payeur en Suisse: Bank Vontobel AG, Gotthardstrasse 43, 8022 Zurich, auprès de PwC Tax and Advisory, Société coopérative - GFD, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Email : lu_pwc.gfd.facsvs@pwc.com, gfdplatform.pwc.lu/facilities-agent/ en tant qu'agent européen de services et facilités en **Allemagne**, auprès de LLB Fund Service AG, Äulestrasse 80, 9490 Vaduz, en tant qu'agent d'information au **Liechtenstein**. Vous trouverez de plus amples informations sur le fonds dans les derniers prospectus, les rapports annuels et semestriels ainsi que les Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DIC). Vous pouvez aussi télécharger ces documents sur notre site Internet à l'adresse vontobel.com/am. Vous trouverez un résumé des droits des investisseurs (y compris des informations sur les mécanismes de recours collectif en cas de litiges conformément à la directive européenne 2020/1828) en anglais via le lien suivant: vontobel.com/vamsa-investor-information. Vontobel peut décider de mettre fin aux dispositions prises pour la commercialisation de ses organismes de placement collectif conformément à l'article 93 bis de la directive 2009/65/CE.

Danemark: Les DIC sont disponibles en danois. **Finlande**: Les DIC sont disponibles en finnois. Les DIC sont disponibles en français. Le fonds est autorisé à la commercialisation en **France**. Pour plus d'informations sur le fonds, nous vous prions de vous référer au Document d'Information Clé (DIC). **Irlande**: Il relève de la responsabilité de toute personne en possession du présent document et de tout support connexe de s'informer et de respecter toutes les lois et réglementations en vigueur dans les pays desquels elle est ressortissante, dans lesquels elle réside, dans lesquels elle a sa résidence habituelle ou dans lesquels elle est domiciliée. En cas de doute concernant le contenu du présent document, vous êtes invité à consulter vos conseillers juridiques, financiers et/ou fiscaux. Ce Fonds n'est commercialisé qu'auprès d'investisseurs professionnels en Irlande et non auprès d'investisseurs particuliers. Ni le Fonds ni l'investissement n'ont été autorisés par la Banque centrale d'Irlande. Si un investisseur potentiel n'est pas intéressé par un investissement, le présent document doit être retourné sans délai. Le présent document ne constitue pas et n'est pas réputé constituer une invitation au public irlandais à souscrire des actions du Fonds. Aucune personne se voyant remettre une copie du présent document ne peut la considérer comme constituant une invitation à souscrire des actions du Fonds ou une sollicitation adressée à toute personne autre que le destinataire. L'offre de souscription d'actions du Fonds ne doit

pas être faite par une personne en Irlande autrement qu'en conformité avec les dispositions de la Directive relative aux marchés d'instruments financiers 2014/65/CE (dite «MiFID») et en vertu des codes, lignes directrices ou exigences imposés par la Banque centrale d'Irlande à cet égard. **Italie**: Pour de plus amples informations en Italie consultez le Modulo di Sottoscrizione: Vontobel Asset Management S.A., Milan Branch, Piazza degli Affari, 2, 20123 Milano, téléphone: 02 6367 3444, e-mail: clientrela-tion.it@vontobel.com. **Pays-Bas**: Le fonds et ses sous-fonds sont inscrits au registre de l'Autorité de surveillance des marchés financiers des Pays-Bas, conformément à l'article 1:107 de la loi hollandaise de supervision des marchés financiers («Wet op het financiële toezicht»). **Norvège**: Les DIC sont disponibles en norvégien. Veuillez noter que certains sous-fonds sont exclusivement réservés aux investisseurs qualifiés au **Portugal** et en Andorre. En **Espagne**, les fonds autorisés à la distribution publique sont enregistrés auprès de la CNMV espagnole sous le numéro 280 dans le Registre des sociétés d'investissement collectif étrangères. Vous pouvez obtenir la version espagnole des DIC auprès de Vontobel Asset Management S.A., Sucursal en España, Paseo de la Castellana, 91, Planta 5, 28046 Madrid.

Suède: Les DIC sont disponibles en suédois. Les fonds autorisés à la distribution publique au **Royaume-Uni** et inscrits dans le régime "Temporary Marketing Permissions Regime" (TMPR) britannique sont enregistrés auprès de la FCA sous le numéro de référence 466625. Le fonds est autorisé en tant qu'OPCVM (ou est un sous-fonds d'un OPCVM) dans un pays de l'Espace économique européen (EEE), et le fonds devrait rester autorisé en tant qu'OPCVM tant qu'il est sous le TMPR. Cette information a été approuvée par Vontobel Asset Management S.A., succursale de Londres, dont le siège social est 3rd Floor, 70 Conduit Street, London W1S 2GF et est autorisé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) et soumis à la réglementation limitée de la Financial Conduct Authority (FCA). Des détails sur l'étendue de la réglementation de la FCA sont disponibles, sur demande, auprès de Vontobel Asset Management S.A., succursale de Londres. Vous pouvez obtenir la version anglaise des KIID auprès de Vontobel Asset Management S.A., London Branch, 3rd Floor, 70 Conduit Street, London W1S 2GF ou la télécharger sur notre site Internet vontobel.com/am.

Ce document n'est pas le résultat d'une analyse financière. Il n'est donc pas soumis aux «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers. Il est possible que Vontobel et/ou son conseil d'administration, ses cadres et ses collaborateurs détiennent ou aient détenu des intérêts ou des positions dans les titres mentionnés, ou aient négocié ou agi en qualité de courtiers pour ces titres. En outre, ces entités ou personnes ont pu réaliser des transactions pour des clients dans ces instruments ou fournir ou avoir fourni des services financiers d'entreprise ou autres services aux sociétés concernées.

Tout indice référencé ici est la propriété intellectuelle (y compris les marques déposées) du fournisseur de licence concerné. Tout produit basé sur un indice n'est en aucun cas parrainé, approuvé, vendu ou promu par le concédant de licence concerné et celui-ci n'a aucune responsabilité à cet égard. Pour plus de détails, veuillez consulter le site am.vontobel.com/terms-of-licenses. Bien que Vontobel soit d'avis que les informations figurant dans le présent document s'appuient sur des sources fiables, Vontobel décline toute responsabilité quant à la qualité, l'exactitude, l'actualité et l'exhaustivité desdites informations. Sauf autorisation

émanant des lois de droits d'auteur, aucune de ces informations ne pourra être reproduite, adaptée, téléchargée pour une tierce partie, reliée, mise en exergue, publiée, distribuée ou transmise sous quelque forme que ce soit par quelque processus que ce soit sans le consentement écrit spécifique de Vontobel. Dans toute la mesure permise par la législation applicable, Vontobel décline toute responsabilité résultant de toute perte ou de tout dommage que vous encourez occasionné(e) par l'utilisation ou l'accès aux présentes informations, ou de son incapacité à fournir les présentes informations. Notre responsabilité pour négligence, violation contractuelle ou contravention à la loi résultant de notre incapacité à fournir les présentes informations dans leur intégralité

ou en partie, ou pour tout problème posé par ces informations, qui ne peut être licitement exclu, se limite à la retransmission des présentes informations en intégralité ou en partie ou au paiement pour assurer cette retransmission, à notre gré et dans la mesure autorisée par la loi en vigueur. Aucun exemplaire du présent document ni aucune copie de celui-ci ne peuvent être distribués dans toute juridiction où sa distribution est limitée par la loi. Les personnes recevant le présent document doivent être conscientes de ces restrictions et les accepter. Ce document en particulier ne doit être ni distribué ni remis à des personnes américaines ni être distribué aux Etats-Unis.

Vontobel Asset Management AG
Gotthardstrasse 43, 8022 Zürich
Switzerland
T +41 58 283 71 11
info@vontobel.com | vontobel.com/am